

SELLAL À L'INAUGURATION DE LA 48E FIA :

«Nous encouragerons l'exportation et compliquerons l'importation»

«*Nous encouragerons l'exportation et compliquerons un peu plus l'importation.*» C'est l'un des messages que le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, accompagné d'une forte représentation du nouveau gouvernement, a délivrés, hier après-midi, lors de l'inauguration officielle au Palais des Expositions aux Pins-Maritimes de la 48^e édition de la Foire internationale d'Alger (FIA).

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Sans être très explicite concernant cette complication de l'acte d'importer, en ce sens que des mesures ont été déjà initiées ou en voie de l'être, Abdelmalek Sellal insistera davantage sur l'impulsion de l'exportation, dans le cadre de la promotion de la production nationale et la diversifi-

cation économique. Aux producteurs de divers secteurs d'activité, notamment l'agroalimentaire, l'électronique et la manufacture, qui affichent tant des velléités que des engagements concrets dans le domaine de l'exportation, Abdelmalek Sellal assurera du soutien et de l'accompagnement des pouvoirs

publics. Voire, du règlement des contraintes rencontrées par des exportateurs sur certains marchés arabes. A ce propos, le Premier ministre, qui était notamment accompagné par les ministres du Commerce et de l'Industrie et des Mines, Amara Benyounès et Abdesselam Bouchouareb, indiquera que la conclusion récente d'une convention inter-arabe permettra de faciliter l'exportation et que les difficultés subies par des exportateurs dans un pays proche, sans le citer, sont en voie d'être aplanies.

Pour autant, les producteurs nationaux sont vivement, voire impérativement encouragés à se développer à

l'international. «Allez à la conquête des marchés internationaux», notamment arabes, africains et autres, ne cessera d'inciter Abdelmalek Sellal, appelant également les opérateurs à améliorer la qualité de leurs produits et services. Mais aussi à nouer des partenariats au niveau local, dans le cadre de la réalisation de la commande publique et de la sous-traitance, d'autant qu'ils bénéficient de certains avantages et facilitations.

Et une invite au développement du partenariat algéro-étranger que le Premier ministre exprimera notamment au niveau du pavillon américain où il estimera que le développement du partenariat dans le secteur agroali-

mentaire et de l'agriculture est opportun. Marquée par la participation de l'Inde en tant que pays d'honneur, l'inauguration, ayant eu lieu en présence de la ministre d'Etat de l'Inde, chargée du Commerce et de l'Industrie, Nirmala Sitharaman, et représenté par quelque 84 entreprises indiennes, la 48^e FIA se déroule justement sous la thématique du renforcement du partenariat et de la diversification économique.

Ouverte réellement au grand public dès aujourd'hui 27 mai et jusqu'au 1^{er} juin, la 48^e FIA accueillera plus de 1 300 entreprises dont 742 étrangères représentant une trentaine de pays. C. B.

LA RECHERCHE AU SERVICE DE L'ÉCONOMIE

Les écueils du FCE

Cloisonnement et totale absence de passerelles entre l'université et le monde économique. Un constat fait depuis plusieurs années et réitéré, hier, par le président du Forum des chefs d'entreprises.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Célébrant, hier, la Journée de l'étudiant, le FCE fait un constat sans appel de l'état de la recherche. Son président estime, en effet, que «l'expérience de notre université, comme celle de l'entreprise, depuis cinquante ans, n'ont permis ni l'émergence d'une entreprise compétitive, ni celle d'un système d'enseignement et de recherche efficient».

Résultat, ajoute Haddad, ces deux mondes s'ignorent superbement car restés jusque-là «dans un cloisonnement qui n'a servi ni l'entreprise ni l'université et donc ni le développement du pays».

Le FCE, dit-il, est disposé à jeter les ponts entre la sphère économique et l'université.

Il appartiendra, ajoute-t-il, aux entrepreneurs et aux universités de trouver le cadre adéquat pour lancer les initiatives devant permettre au potentiel existant au niveau de l'enseignement supérieur de s'exprimer et de se mettre à la disposition du monde économique.

L'université, quant à elle, est-elle prête à pourvoir le marché de chercheurs ? De l'aveu même de Abdelhafid Aouragh, directeur de la recherche au

niveau du ministère de l'Enseignement supérieur, l'Algérie n'a pas encore atteint le ratio de chercheurs édicté par les normes internationales avec seulement 700 chercheurs pour un million d'habitants. Il faudra attendre 2020 pour combler le déficit en matière de chercheurs.

Le premier défi, selon Aouragh, réside dans l'investissement dans le facteur humain.

Il reconnaît qu'entre 1986 et 2002, aucun investissement n'avait été consenti.

La mise à niveau, dit-il, devrait s'opérer d'ici 2018. Il mise beaucoup sur le texte concernant la recherche scientifique qui sera bientôt examiné par l'Assemblée populaire nationale.

N. I.

ÉNERGIE

La SDA lance la chasse aux fraudeurs

La Société de distribution de l'électricité et du gaz d'Alger (SDA) a souffert d'un déficit de plus de 8 000 millions de dinars en 2014. Le fait n'est pas inédit puisque l'entreprise est déficitaire depuis plusieurs exercices. C'est ce qu'a révélé le premier responsable de cette entreprise.

Le chiffre d'affaires positif enregistré par la SDA d'Alger en 2014, (23 122 millions de dinars soit une évolution de plus de 7% par rapport à 2013), n'a pas réussi à faire d'elle une entreprise prospère.

Le résultat de la société reste déficit-

taire, depuis plusieurs exercices consécutifs avec 8 844 millions de dinars en 2014.

C'est ce qu'a indiqué Chabane Merouane, P-dg de la SDA d'Alger qui a présenté hier le bilan de l'entreprise pour l'exercice 2014.

Ceci est dû particulièrement, dit-il, à l'inadéquation entre le tarif administré des énergies, figé depuis 2005, ramené au coût réel supporté par la société.

Selon Chabane Merouane, le phénomène de la fraude sous toutes ses formes contribue à hauteur de 15% minimum à la dégradation du taux de perte d'électricité. L'entreprise a d'ailleurs recensé l'année dernière 162 sites de fraude.

Ce qui correspond en nombre de foyers à 25 223 avec une perte d'élec-

tricité estimée à 90 GWH. L'entreprise a donc décidé de faire la chasse aux fraudeurs dorénavant pour limiter son déficit et aussi recouvrir ses créances auprès des administrations et institutions publiques. Celles-ci s'élèvent à 5 713 millions de dinars.

La SDA compte 796 116 clients au réseau électrique, 510 673 pour le réseau gaz et plus de 11 km de réseau électrique.

Chabane Merouane a indiqué que l'entreprise va renforcer son réseau électrique avec la réalisation de 200 km de réseau et 100 postes de transformation dont la réalisation qui est à 80% devra être achevée d'ici mi-juin.

Ces projets, dit-il, devront assurer un été sans souci pour les Algérois.

Salima Akkouche

RELANCE DU TOURISME

Amar Ghoul compte sur le tourisme local

Amar Ghoul ambitionne d'«absorber» la devise dépensée par les touristes algériens à l'étranger. Pour ce faire, la relance des différents types de tourisme s'impose.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) – Pour le nouveau ministre de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de l'Artisanat, le tourisme en Algérie souffre surtout d'un manque d'infrastructures hôtelières et d'une mauvaise qualité de services. Des insuffisances qui provoquent, dit-il, «la ruée des Algériens vers l'étranger».

«Les autres pays, notamment les pays voisins, nous dépassent de loin dans ce domaine par la disponibilité des infrastructures, la qualité des services fournis, la culture du tourisme et par aussi une stratégie de commercialisation, de marketing et de publicité», expliquait-il hier, lors de la journée parlementaire sur «le tourisme, richesse alternative», organisée par le groupe parlementaire des indépendants à l'APN à Alger. Selon lui, les richesses touristiques dont dispose l'Algérie sont très peu exploitées. «Seule une petite partie est utilisée», dit-il avant de recommander l'exploitation de tous les espaces et de toutes les ressources touristiques à travers les différentes régions du pays.

«Nous voulons rendre le tourisme un secteur producteur de richesses», a-t-il ajouté. Pour ce faire, Amar Ghoul prévoit le développement des différents types de tourisme : saharien, des montagnes, des Hauts-Plateaux, thermal et côtier.

«Nous allons faire du tourisme saharien un tourisme d'excellence destiné pour les étrangers», dit-il encore. D'ailleurs, poursuit-il, «les investissements touristiques dans les Hauts-Plateaux et les régions du Sud du pays seront accompagnés et bénéficieront de facilitations notamment bancaires».

Le ministre évoque aussi le tourisme spirituel. Un type de tourisme qu'il préconise de lancer dans un cadre moderne qui «respecte notre religion et notre patrimoine».

S'agissant du tourisme côtier, il rappelle que les plages algériennes ont connu 100 millions de visiteurs. Un nombre qui, pour lui, peut être revu à la hausse en améliorant les conditions d'accueil et la qualité des services.

Par ailleurs, Ghoul reconnaît la «faiblesse» de la gestion des infrastructures disponibles. Un dysfonctionnement auquel il promet de remédier. Dans le même sens, il précise que désormais, le classement ne concernera pas uniquement les établissements hôteliers mais aussi les restaurants, les stations thermales et les sites touristiques.

Ry. N.

ALORS QUE LES INSPECTEURS DE LA BANQUE D'ALGÉRIE N'ÉTAIENT PAS ASSERMENTÉS

Le ministère des Finances ne pouvait rien contre Khalifa Bank

L'ancien secrétaire général du ministère des Finances, Abdelkrim Lakehal, a témoigné, hier, au tribunal criminel près la cour de Blida, que son département ne pouvait donner suite aux rapports relevant des infractions chez Khalifa Bank, du fait que les inspecteurs de la Banque d'Algérie n'étaient pas assermentés.

De notre envoyé spécial à Blida, Mehdi Mehenni

Au titre de la dix-huitième journée du procès Khalifa, il a été établi que le ministère des Finances était bien au fait des anomalies qui caractérisaient déjà à Khalifa Bank, mais qu'il ne pouvait pas intervenir.

L'ancien secrétaire général du ministère des Finances,

Abdelkrim Lakehal, qui est passé hier à la barre, a témoigné devant le juge Antar Menouar qu'un rapport relevant des infractions à la loi a été bel et bien adressé par la Banque d'Algérie au ministre de tutelle de l'époque, Mourad Medelci.

Le témoin du jour a ainsi affirmé que le premier rapport, encore préliminaire, a été établi en décembre 2001. «Ledit rapport évoquait effectivement des manquements aux procédures bancaires, mais comme les inspecteurs de la Banque d'Algérie n'étaient pas encore assermentés, ils ne pouvaient dûment établir des procès-verbaux. Le rapport restait donc incomplet et ne contenait pas assez de pièces pour intervenir ou encore enclencher une action en justice», a-t-il expliqué. Mais selon toujours le témoin, après la succession de Mohamed Taleb Terbèche à Mourad Medelci, à la tête du ministère des Finances, en juin 2002, le rapport en question a été relancé. Abdelkrim Lakehal a souligné que le tout nouveau ministre de l'époque, qui avait entendu parler du rapport, avait demandé une copie puisque la

première et originale n'était pas au niveau du ministère. En clair, elle avait été personnellement adressée à Mourad Medelci. Ce n'est donc qu'en novembre 2002, poursuit le témoin, qu'un rapport complet et final a été adressé par la Banque d'Algérie au ministre.

Le témoin a également précisé que le rapport final était le fruit d'un groupe de travail instruit par Mohamed Taleb Terbèche, pour lever le voile sur les anomalies déjà constatées dans le rapport préliminaire de décembre 2001.

Pour rappel, le gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Laksaci, avait évoqué ce rapport lors de son témoignage au tribunal criminel près la cour de Blida, lundi dernier. Il a, lui aussi, affirmé l'avoir transmis à Mourad Medelci. Son rapport étant resté sans suite, il a avoué n'avoir découvert que les inspecteurs de la Banque d'Algérie n'étaient pas assermentés qu'à partir de 2002.

M. M.